



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 25/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VICAT (usine de Xeulley)**

Route de Pierreville  
54990 Xeulley

Références : 2307\_2024  
Code AIOT : 0006200725

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement VICAT implanté 16 Route de Pierreville 54990 Xeulley. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VICAT (usine de Xeulley)
- 16 Route de Pierreville 54990 Xeulley
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Vicat exploite, sur le territoire de la commune de Xeulley, une cimenterie autorisée par l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 31/10/2017, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Usages de l'eau	AP Complémentaire du 29/03/2023, article II.6.1, II.6.1.1, II.6.1.2, II.6.2.1, II.6.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite portait sur les thématiques rejets atmosphériques et usages de l'eau.

L'inspection a notamment constaté que le plan d'actions prévu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/03/2023 (article II.6.1.2) pour réduire les consommations d'eau a été réalisé.

Concernant les rejets atmosphériques, une demande de justificatifs permettra à l'inspection de s'assurer que les actions entreprises par l'exploitant sont suffisantes pour supprimer les dépassements sur les paramètres COT, poussières et HCl observés sur le 1<sup>er</sup> semestre 2024, et ainsi, respecter les VLE fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2017.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/10/2017, article 7.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE four et broyeur Xeurot			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les dispositions de l'annexe de l'arrêté d'autorisation sont remplacées par les dispositions suivantes :			
« Valeurs limites d'émission au niveau du four (concentrations en mg/Nm <sup>3</sup> à 10 % d'O <sub>2</sub> ) :			
	Concentrations en moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> , sauf PCDD/F)	Concentrations en valeur demi-horaire (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux maximal journalier en kg/jour
Taux d'O <sub>2</sub> de référence	10%	Sans Objet	Sans Objet
Poussières totales	20	150 <sup>*1</sup>	120
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	100	200	600
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	60	60
Fluorure d'hydrogène		Sans Objet	6

(HF)	1 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)		
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	800 mg/Nm <sup>3</sup> pour 90 % du temps 1 020 mg/Nm <sup>3</sup> pour les 10 % restant.	2 040	4 900
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	500	Sans Objet	3 000
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	0.3
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	0.3
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant 30 min au moins)	Sans Objet	3
Zn	1	Sans Objet	6
Phénol total	5	Sans Objet	30
Dioxines et furannes	0,1 ng PCDD/F I-TEQ/Nm <sup>3</sup> en moyenne sur la période d'échantillonnage (6-8 heures)	Sans Objet	6.10 <sup>-7</sup>
NH <sub>3</sub>	30 <sup>*2</sup>	Sans Objet	-

La conformité des rejets à ces valeurs limites d'émission s'apprécie en fonction des critères précisés par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif à l'incinération et la co-incinération de déchets dangereux (article 18).

\*<sup>1</sup> : Valeur à ne dépasser en aucun cas, y compris en cas d'arrêt, de dérèglement ou de défaillance technique des installations de co-incinération ou de traitement des effluents atmosphériques. Pour rappel, cette durée d'indisponibilité ne peut excéder quatre heures sans interruption et la durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 h.

\*<sup>2</sup> : L'exploitant peut solliciter un relèvement de cette valeur limite d'émission sous réserve de justifier par une étude technique remise à l'autorité administrative qu'il met en œuvre les Meilleures Technologies Disponibles et que l'excès d'ammoniac dans ses émissions est lié à la teneur en ammoniac dans les matières premières (calcaires, argiles, etc.) mises en œuvre. En tout état de cause, cette valeur ne pourra dépasser 100 mg/Nm<sup>3</sup>.

Niveaux d'émissions au niveau des installations autres que les fours :

La teneur en poussières des émissions provenant des effluents gazeux des processus de refroidissement et de broyage n'excède pas 20 mg/Nm<sup>3</sup> en valeur journalière moyenne sur la période d'échantillonnage (mesures ponctuelles pendant une demi-heure au moins).

Par ailleurs, les valeurs limites suivantes s'appliquent aux émissions du broyeur sécheur :

Broyeur sécheur	Concentration moyenne journalière en Nm <sup>3</sup> /h
Poussières	20
Substances organiques (COT)	90 (uniquement si absence de limite sur les HCT)
HCl	8 (uniquement si absence de limite sur les HCT)

#### Constats :

##### COT :

D'après les bilans mensuels envoyés par VICAT à l'Inspection, entre janvier et mai 2024, au niveau du four, il a été recensé 30 dépassements en moyenne demi-horaire et 5 dépassements en moyenne journalière sur le paramètre COT (substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total).

L'exploitant a indiqué que ces dépassements seraient dus à un problème au niveau du doseur de CSR (combustibles solides de récupération).

Une société spécialisée est intervenue début mai afin de régler ce dysfonctionnement.

L'ensemble de l'électronique sur les doseurs sera également remplacé en février 2025.

##### HCl (chlorure d'hydrogène) :

D'après les bilans mensuels envoyés par VICAT à l'Inspection, entre janvier et mai 2024, au niveau du four, il a été recensé 3 dépassements en moyenne demi-horaire et 3 dépassements en moyenne journalière sur le paramètre HCl.

L'exploitant a indiqué que ces dépassements peuvent être dus à un dysfonctionnement au niveau du traitement à la chaux ou à une rupture d'approvisionnement en chaux. En effet, le site dispose d'un seul silo de chaux et les commandes ne sont déclenchées que lorsque le niveau en chaux est suffisamment bas dans le silo.

Concernant le système de traitement à la chaux, 3 vis d'injection ont été changées en mars 2024.  
Poussières :

D'après les bilans mensuels envoyés par VICAT à l'Inspection, il a été constaté sur les mois de janvier et février 2024, au niveau du broyeur à cru, 7 dépassements en valeur journalière moyenne sur le paramètre poussières.

L'exploitant a indiqué qu'un remplacement des manches du filtre a été fait en février 2024. Cette maintenance est réalisée tous les 3 ans.

Depuis, aucun autre dépassement n'a été constaté.

L'inspection accordera une vigilance particulière sur les prochains bilans mensuels qui seront envoyés afin de s'assurer que les actions entreprises par VICAT permettent de diminuer les dépassements sur les paramètres listés ci-dessus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats de ses mesures de rejets atmosphériques pour les mois de juin, juillet et août 2024 permettant de justifier que les mesures mises en œuvre permettent de respecter les VLE fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2017.

L'exploitant devra également être vigilant quant aux rejets de poussières sur le broyeur à cru et si besoin, augmenter la fréquence de remplacement des filtres.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Usages de l'eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/03/2023, article II.6.1, II.6.1.1, II.6.1.2, II.6.2.1, II.6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Extrait de l'article II.6.1

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de disconnexion.

Les résultats sont enregistrés chaque semaine.

Extrait de l'article II.6.1.1

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal (m <sup>3</sup> )
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Masse d'eau : « Madon 4 »	FRCR249	331 100 m <sup>3</sup> dont 18 250 m <sup>3</sup> pour Argilor	Horaire : 60 journalier : 907

L'eau prélevée dans le Madon est dévolue au process « cimenterie » (prélèvement maximal annuel : 312 850 m<sup>3</sup>/an) et au process « production d'argiles activées » (Argilor) (prélèvement maximal annuel : 18 250 m<sup>3</sup>/an). Un compteur spécifique est mis en place pour chacune de ces deux activités.

Extrait de l'article II.6.1.2

Dans l'objectif de réduire les prélèvements d'eau dans le Madon, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, sous 12 mois :

- élimination du trop-plein des bacs 1, 2, 3 et 4,
- mise sur variateur des pompes Madon,
- récupération des eaux de la canne de prélèvement des gaz du four.

Extrait de l'article II.6.2.1

Les déshuileurs décanteurs et bassin « usine » seront nettoyés et curés régulièrement.

Extrait de l'article II.6.2.2

Les réservoirs enterrés installés doivent être [...] munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique.

Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

## **Constats :**

### Prélèvement d'eau dans le milieu naturel (Madon) :

Il a été constaté que les installations de prélèvement d'eau sont équipées d'un appareil mesurant le débit en continu pour l'ensemble du site.

L'exploitant déclare que l'arrêt des pompes permet la disconnexion du réseau d'alimentation.

Le débit est télétransmis en continu en salle de commande. Vu, par sondage, la consommation d'eau du 2/09/24 qui était de 406 m<sup>3</sup> (907 m<sup>3</sup> autorisés).

L'exploitant déclare qu'un deuxième compteur a été installé pour l'installation Argilor, mais il ne dispose pas encore de relevé automatique. A noter que l'installation Argilor n'est pas encore en fonctionnement.

L'exploitant déclare que la consommation d'eau du site en 2023 était de 148 591 m<sup>3</sup> (312 850 m<sup>3</sup>/an autorisé).

Pas de remarque de l'inspection.

### Réduction des prélèvements d'eau :

Les pompes de prélèvement du Madon ont été mises sur variateur, ce qui permettra en partie, d'éliminer le trop-plein du bac 1. L'installation des 2 variateurs a été constatée au niveau des armoires électriques. La mise en service est prévue pour fin 2024.

Pour éliminer le trop-plein du bac 4, une vanne d'arrêt a été installée et sera mise en service en décembre 2024.

L'exploitant déclare que les bacs 2 et 3 alimentent des circuits fermés de refroidissement et que, par conséquent, le trop-plein n'est jamais atteint.

Lors de la visite il a été constaté la présence d'un système de pompage destiné à recycler les eaux de la canne de prélèvement des gaz du four en les dirigeant vers la granulation. L'exploitant déclare que ce système est fonctionnel depuis juillet 2024.

Pas de remarque de l'inspection.

Déshuileurs décanteurs :

Le débourbeur/séparateur hydrocarbures, le décanteur et le bassin de rétention sont vidangés et nettoyés une fois par an. La dernière intervention a été réalisée par Malézieux les 28 et 29 août 2024. Le bon d'intervention a été présenté.

Pas de remarque de l'inspection.

Réservoirs enterrés :

L'exploitant déclare qu'une seule cuve de produit enterrée est présente sur le site : il s'agit d'une cuve de gazole non routier (GNR), utilisé pour les chariots. Cette cuve double peau, de capacité 50 000 L, dispose d'une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. La sonde de détection est située dans la double peau.

Le jour de la visite il a été constaté, au niveau du boîtier électrique du hall d'expédition, la présence d'un système d'alarme visuel et acoustique.

Une cuve de rétention déportée et enterrée permet de recueillir le GNR en cas d'incident.

Au niveau de l'aire de dépotage, il a été constaté la présence d'une plaque signalétique sur la bouche de réception, indiquant la présence d'un limiteur de remplissage (PMS 8 bars, 60 m<sup>3</sup>/h).

L'exploitant devra toutefois s'assurer que l'ensemble des opérateurs concernés aient connaissance de l'existence de ce dispositif de sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite